

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 St Étienne

St Étienne, le 17/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RETAL FRANCE SARL**

151 Route de Roanne  
42370 Saint-Alban-Les-Eaux

Référence : UID4243\_EAR\_026\_027  
Code AIOT : 0006113567

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement RETAL FRANCE SARL implanté 151 Route de Roanne 42370 Saint-Alban-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Opération régionale dite « coup de poing » du 16 mars au 3 avril 2026 portant pour la campagne 2026 sur les « Fluides frigo/SAO/GESF ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RETAL FRANCE SARL
- 151 Route de Roanne 42370 Saint-Alban-les-Eaux
- Code AIOT : 0006113567
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RETAL est spécialisée dans la production de préformes de bouteilles plastiques par extrusion.

## Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Identification et connaissance des équipements	Code de l'environnement, article R.512-47	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Confinement des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3 et 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Marque de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement, article R. 543-78	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle périodique de l'installation	Code de l'environnement, article R.512-56	Sans objet
3	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement, article R. 543-82	Sans objet
5	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
6	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Sans objet
9	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection:

- sous 1 mois,

- \* (PC7) un point de suivi sur l'équipement CIAT présentant un défaut de marque de contrôle (absence de mention du mois pour 2026) comprenant : échéance mois/année ; contrôle d'étanchéité.
- \* (PC8) la mise à jour nécessaire des informations fournies pour attester de la capacité du troisième opérateur.

- sous 3 mois,

- \* (PC1) à l'issue des prochaines modifications des équipements du site, un tableau de synthèse à jour des fluides frigorigènes (FF) présents comprenant notamment comme informations : nom et localisation de l'équipement ; nature du FF ; fréquence de contrôle ; date contrôle d'étanchéité ; contrôle d'entretien annuel ; valeur en Eq CO2 ; soumis ou non à détecteur de fuite ; PRG.
- \* (PC4) l'intégration au système documentaire du site (tableau de suivi ; procédure ; mode opératoire etc.) des dispositions réglementaires de délai d'intervention après détection de fuite et la traçabilité des interventions réalisées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Identification et connaissance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration conforme
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.  II. - Les informations à fournir par le déclarant sont :  1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ;  2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;  3° La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ;  [...]

**Constats :**

Les usages de fluides frigorigènes identifiés sur le site sont : groupes froid industriels et sècheurs : climatisation des locaux administratifs.

Les installations de groupes froid industriels listées à l'article 1.2.1 (anciennement rubrique 4802 depuis transférée par le Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 en rubrique 1185) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°177-DDPP-17 du 22.05.2017 ont évolué telles que :

- inchangé 2 CIAT : 2\*400 kg (R407C) ; nota : en raison de fuites et ruptures de tuyauteries, suppression à venir d'un CIAT 400kg par un FRIGEL : 2\*69kg (R 513A) et maintien du second ;
- supprimés 2 PIOVAN : 2\*60 kg (R407C) ;
- remplacement de CIAT : 144kg (134A) par FRIGEL : 2\*80kg (R134A) ;
- inchangé CIAT : 97,5 kg (R134A).

Les autres installations sont telles que :

- climatisation des locaux administratifs
  - "Armoire - pompe " : 1,15 kg (R410A) (absent du tableau de suivi de l'exploitant) ;
  - "H5" : 9,8 kg (R 410A) ;
  - "Lub" : 2,05 kg (R32).
- sècheurs
  - "ACT210" ; 2,8 kg (R 407C) ;
  - "RA2200" ; 5,3kg (R513 A).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

A l'issue des prochaines modifications des équipements du site, et au plus tard sous 3 mois, l'exploitant transmet à l'inspection un tableau de synthèse à jour des fluides frigorigènes (FF) présents comprenant notamment comme informations : nom et localisation de l'équipement ; nature du FF ; fréquence de contrôle ; contrôle d'étanchéité ; contrôle d'entretien annuel; valeur en Eq CO2 ; soumis ou non à détecteur de fuite ; PRG.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Contrôle périodique de l'installation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-56

**Thème(s) :** Situation administrative, Réalisation du contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles. [...] La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC).

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est classé selon la procédure et sous le régime de l'Autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Conformément au second alinéa de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, le site n'est alors pas soumis à l'obligation de réalisation d'un contrôle périodique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Confinement – Carnet d’entretien des équipements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l’environnement du 28/12/2015, article R. 543-82</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des fuites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un classement en version papier, par équipement, de la chronologie des fiches d'intervention.</p> <p>L'échantillonnage réalisé a porté sur les installations de groupes froids industriels, étant précisé que tous ces équipements sont supérieurs à 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.</p> <p>La mise à disposition par l'opérateur du récapitulatif des fiches d'intervention permet par sondage, après recherche, d'examiner une fiche d'intervention du 13.06.2025:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- relative au CIAT 01 / Circuit 2 ;</li> <li>- sans constat de fuite ;</li> <li>- avec les deux signatures attendues apposées.</li> </ul> <p>Cet équipement comprend une chronologie d'au moins 5 années (fréquence semestrielle).</p> <p>Il est constaté une absence de fiches d'intervention pour l'année 2024. L'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cette lacune est liée à un changement de salarié, avec le temps nécessaire pour reprendre l'ensemble des missions et leur suivi ;</li> <li>- le suivi a été reprise depuis cette période.</li> </ul>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection recommande :

- d'ajouter une colonne au tableau de suivi existant en faisant figurer l'item " t.Eq CO2" ;
- d'intégrer à la fiche de poste du responsable maintenance une mention sur sa mission relative à la gestion et au suivi des équipements contenant des fluides frigorigènes afin de permettre une continuité d'activité sur ce thème.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Confinement des fuites**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3 et 4.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Prévention des fuites

**Prescription contrôlée :**

Règlement (UE) 2024/573 Article 4 :

[...]

3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.

[...]

5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.

Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés - Article 5

V.-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

-dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO2 ;

-dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés - Article 7

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué

de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Article R. 543-89 du code de l'environnement : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

#### **Constats :**

L'exploitant déclare un tour quotidien des installations pour vérifier l'état des fonctionnement des équipements contenant des fluides frigorigènes.

Sur le même échantillonnage que pour le point de contrôle précédent :

##### Pour l'installation "CIAT 1 / Circuit 2" :

Fiche d'intervention du 13.06.2025 (sans fuite sur installation), mais mise à l'arrêt le 07.07.2025 par perte de gaz. Depuis, le CIAT 1 / circuit 2 est à l'arrêt en vue de son remplacement (cf. point de contrôle n°1).

##### Pour l'installation "CIAT 3 / Circuit 1" :

Fiche d'intervention du 28.02.2023 avec détection de fuite, suite à un appel défaut sur équipement (fréon récupéré à hauteur de 60 kg sur les 72 kg du circuit).

Les suites de réparation et de contrôle d'étanchéités de l'équipement ne sont pas traçables par le système documentaire disponible au jour de l'inspection.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant intègre sans délai à son suivi des équipements les dispositions réglementaires de délai d'intervention après détection de fuite ; il assure la traçabilité des interventions (changement d'accessoires ; recharge en fluide frigorigène et leur contrôle).

L'intégration au système documentaire du site (tableau de suivi ; procédure ; mode opératoire etc.) est adressée à l'inspection sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 5 : Détection de fuites

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Présence d'un système de détection de fuite
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement (UE) 2024/573 - Article 6 - Systèmes de détection des fuites :  1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.  [...]  3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.  4. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, point f), soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.  Arrêté du 29 février 2016 - Article 3 : I. Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. II. Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte. L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme. III. Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants : a) La pression ; b) La température ; c) Le courant du compresseur ; d) Les niveaux de liquides ; e) Le volume de la quantité rechargée. [...A CONSULTER] . IV. Les systèmes permanents de détection de fuite sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois afin de

garantir l'exactitude des informations fournies. L'exploitant de l'équipement tient à jour un registre. Ce registre précise les fluides pour lesquels le système permanent de détection est adapté, la liste des opérations d'entretien destinées à le maintenir en bon fonctionnement, le résultat des vérifications réalisées et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.

**Constats :**

Le site utilise ("RA2200" ; 5,3kg) et va utiliser (FRIGEL ; 2\*69 kg) du fluide frigorigène R 513A. Il s'agit d'un mélange de R-134a (60%) / R-1234yf (40%). Le second appartient à l'annexe II du Règlement 2024/573.

Pour 138kg de R-513A (plus gros des deux équipements) et un PRG de 573, la conversion en eq. CO<sub>2</sub> est de 79,074 kg, inférieurs au seuil des 100 kg.

Parmi les équipements fixes, qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I de ce même Règlement, la quantité la plus importante est retrouvée au niveau d'un groupe froid pour 354 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (inférieur au seuil de 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>).

Le site ne répond donc pas aux conditions imposant la mise en place de système de détection de fuite

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Contrôle périodique des équipements**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fréquence des contrôles périodiques

**Prescription contrôlée :**

Règlement (UE) 2024/573 :  
Article 5 :

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.

Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou
- b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.

Par dérogation au deuxième alinéa, lorsque des équipements hermétiquement scellés sont installés dans des bâtiments résidentiels, ils ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité lorsque ces équipements contiennent moins de 3 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés, à condition qu'ils soient étiquetés comme étant hermétiquement scellés.

Les appareils de commutation électrique ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils ont un taux de fuite testé indiqué dans les spécifications techniques du fabricant inférieur à

- 0,1 % par an et sont étiquetés en conséquence ;  
b) ils sont munis d'un dispositif de contrôle de la pression ou de la densité avec système d'alerte automatique lorsqu'ils sont en service ;  
c) ils contiennent moins de 6 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) équipements de réfrigération ;
- b) équipements de climatisation ;
- c) pompes à chaleur ;
- d) équipements de protection contre l'incendie ;
- e) cycles organiques de Rankine ;
- f) appareils de commutation électrique.

3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;  
[....]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt- quatre mois;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;
- c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

#### **Constats :**

Le tableau de suivi mis en place par l'exploitant identifie, par équipement, les périodicités de contrôle réglementaire (6 ou 12 mois).

Il est à noter qu'en 2023, certains contrôles périodiques n'ont pas été réalisés ; comme indiqué dans le point de contrôle n°4 ; pour cause de changement de salarié, il en va de même pour l'année 2024.

L'exploitant indique que le suivi est à nouveau opérationnel aux fréquences réglementaires.

Par échantillonnage, il est constaté :

- pour l'installation "Lub" / soumis à contrôle annuel.

11.01.2024. ; 16.09.2025 ; à venir pour 2026.

- pour l'installation "FRIGEL 4" / périodicité à 6 mois.

22.02.2023 ; 23.11.2023 ; 03.07.2024 ; manque le second semestre 2024 ; 16.01.2025 ; 16.07.2025 ; 20.01.2026 ; prochain en juillet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection relève les ruptures (2023 et 2024) de contrôle périodique des équipements. L'échantillonnage réalisé sur les derniers contrôle d'équipement n'amène pas à conclure à une non-conformité. L'inspection ne propose pas de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Notamment par son organisation interne, la vigilance de l'exploitant est attirée sur le respect de la fréquence des contrôles périodiques par équipement, étant rappelé, en plus des sanctions administratives (mise en demeure et sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement), la mobilisation possible du volet pénal par PV de 5e classe par équipement non conforme (cf. article R. 543-123 du code de l'environnement).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Marque de contrôle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

**Thème(s) :** Produits chimiques, Marque de contrôle à apposer

**Prescription contrôlée :**

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 7 : Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les équipements passés en revue sur le terrain comprennent des marques de contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- disques bleu ;</li> <li>- une seule vignette par équipement.</li> </ul> <p>Un équipement (CIAT) indique cependant l'année, sans préciser le mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant adresse sous 1 mois à l'inspection un point de suivi sur cet équipement comprenant : échéance mois/année pour l'équipement CIAT ; contrôle d'étanchéité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Attestations des opérateurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <hr/> <p>Article R. 543-79 du code de l'environnement :</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou</p>

dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.

#### Constats :

L'exploitant dresse la liste de trois opérateurs intervenant sur son parc d'équipement contenant des FF :

- Établissements André PERRIER à Marcigny                      au numéro d'attestation 12049 ;
- Optimal Froid à Montverdun (Clim. et sècheurs)            au numéro d'attestation ACO/SQ14873-001 ;
- FIT Plasturgie à Oyonnax (équipements FRIGEL)           au numéro d'attestation 21932.

Après vérification de l'inspection (cf. site de l'Ademe : <https://syderepv1.ademe.fr/fr> ; Catégorie « Gaz fluorés » puis « Liste des opérateurs ... »), la dernière attestation de capacité figurant sous le n°21932 n'est reliée à aucun opérateur. Par ailleurs, les opérateurs présents sur la commune d'OYONNAX ne comprennent pas de raison sociale sous le nom de « FIT Plasturgie », avec attestation de capacité :

Raison sociale	SIREN/SIRET	Ville/CP	Attestation ou certificat
CLIM'PAC 01	94928257800010	01100 OYONNAX	CF00040
ELEC 3E	90372825100013	01100 OYONNAX	5056871
Garage CAPELLI	95030886600017	01100 OYONNAX	303006
LE VENT GENIE CLIMATIQUE	91979813200016	01100 OYONNAX	60486
MKS	84978748600026	01100 OYONNAX	63270
SARL Justin	39769697200033	01100 OYONNAX	5042493

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet sous 1 mois la mise à jour nécessaire des informations fournies pour attester de la capacité du troisième opérateur.

Passé ce délai, et en l'absence d'attestation de capacité fournie pour un opérateur intervenant sur les équipements de FF du site, l'inspection préparera un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'inspection rappelle par ailleurs la référence de l'article R. 543-122-1° du code de l'environnement\* au titre d'un possible PV de 3<sup>e</sup> classe.

\* « Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait :

1° Pour un détenteur, lorsque les opérations d'entretien ou de réparation nécessitent une intervention quelconque sur le circuit frigorifique, de faire charger, mettre en service, entretenir ou réparer un équipement sans recourir à un opérateur titulaire d'une attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français, contrairement aux dispositions de l'article R. 543-78 ; »

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 9 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3

**Thème(s) :** Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération

### Prescription contrôlée :

Règlement 2024/573 :

Article 13 - Restrictions d'utilisation ;

[....]

3.

L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

a)

les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;

b)

les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :

1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition

d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.

**Constats :**

Selon le tableau de synthèse suivant, le site n'utilise pas de FF avec un potentiel de réchauffement planétaire égal ou supérieur à 2 500:

Fluide frigorigène	<i><b>PRG</b></i>
R 407C	1624
R 513A	631
R 134A	1300
R4 10A	1924
R 32	677

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

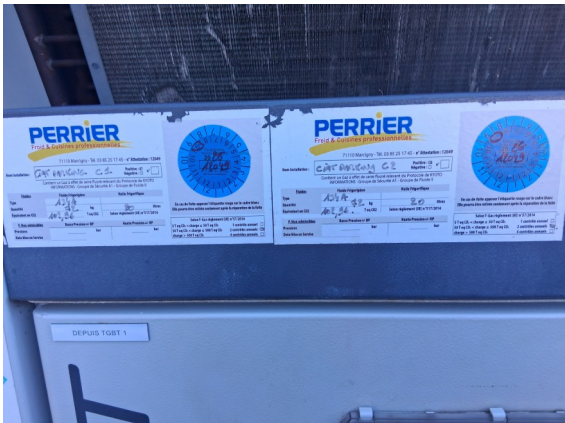
L'inspection recommande que le tableau de suivi des équipements mis en place par l'exploitant comprenne l'information de la valeur du PRG.

**Type de suites proposées :** Sans suite



Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°7 : Marque de contrôle



Marque contrôle CIAT Parking Circuits 1 et 2



Marque contrôle CIAT | Absence mois